

# Introduction

---

David Diallo, Éric Rouby et Adrien Schu<sup>1</sup>

Le 9 novembre 2016, au lendemain de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le président sortant Barack Obama prononça un message d'apaisement à l'intention du pays après une campagne particulièrement âpre. Bien qu'il fasse part de « différences de taille » (*significant differences*) entre son successeur et lui-même, Obama prit néanmoins soin de s'arrêter sur les objectifs communs des deux hommes, notamment ceux concernant l'importance de préserver une nation unie (*a sense of unity*), tolérante (*a sense of inclusion*) et le respect des institutions et de l'État de droit (*rule of law*)<sup>2</sup>.

Le même jour, Mascha Gessen, publiait dans *The New York Review of Books* un essai dont la tonalité grave pondérait l'optimisme d'Obama. Son texte, intitulé « Autocracy: Rules for Survival<sup>3</sup> », rédigé à la lumière de son long travail de journaliste sur les régimes autoritaires russes et hongrois, mettait alors les Américains en garde face aux aspirations anti-démocratiques que la campagne et la rhétorique du candidat Trump avaient laissé entrevoir. Timothy Snyder, historien à Yale, invitait à la même vigilance face à la toxicité de la rhétorique

- 
1. David Diallo est professeur des universités en civilisation américaine à l'Université de Bordeaux. Éric Rouby est docteur en science politique, post-doctorant au sein de l'Observatoire des politiques publiques en situations épidémiques et post-épidémiques (OPPEE) de l'Université de Bordeaux. Adrien Schu est maître de conférences en science politique à l'Université de Bordeaux.
  2. *The Washington Post*, « Transcript: President Obama's Remarks on Donald Trump's Election », disponible sur Internet : <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2016/11/09/transcript-president-obamas-remarks-on-donald-trumps-election/>
  3. Masha Gessen, « Autocracy: Rules for Survival », *The New York Review of Books*, 10 novembre 2016, disponible sur Internet : <https://www.nybooks.com/daily/2016/11/10/trump-election-autocracy-rules-for-survival/>

nostalgique déployée par Trump à travers son « *Make America Great Again* » et porteuse selon lui d'une idéologie fasciste<sup>4</sup>. Gessen alla encore plus loin en 2020 dans un ouvrage inspiré de son essai et alertait que les institutions politiques du pays, considérées comme pare-feu à la solidité inébranlable, risquaient de ne pas pouvoir contenir la montée de l'idéologie illibérale véhiculée par l'administration Trump tant leur ancrage réside essentiellement dans une culture politique de bonne foi (*good faith*) plutôt que dans des textes de lois, les rendant ainsi vulnérables à des dérives autoritaires<sup>5</sup>. Cette vulnérabilité serait d'ailleurs imputable à une sorte de « *folk theory of democracy* », un récit rassurant et optimiste quant au fonctionnement de la démocratie aux États-Unis dont Christopher Achen et Larry Bartels ont montré qu'il s'appuie davantage sur une conception sentimentale des institutions politiques américaines que sur une réalité tangible<sup>6</sup>.

Le texte prémonitoire de Mascha Gessen fut d'ailleurs suivi de plusieurs travaux d'historiens et de politistes américains comme celui de Yasha Mounk<sup>7</sup> ou de Jason Stanley<sup>8</sup> – des travaux, qui sans nécessairement céder à une rhétorique de la panique face à la présidence Trump et ses aspirations anti-démocratiques, mettent toutefois en lumière la fragilité de ses fondements politiques.

## Un système contre-majoritaire

Si la question de l'étiollement de la démocratie des États-Unis et de son glissement vers un système autocratique est inédite, le débat autour du caractère non-démocratique de ses institutions politiques n'est en revanche pas nouveau. En 2014, dans son livre *Our Declaration: A Reading of the Declaration of Independence in Defense of Equality*, Danielle Allen mettait déjà en lumière comment ce texte fondateur fut sciemment conçu comme un instrument politique favorable à un

---

4. Timothy Snyder, *On Tyranny: Twenty Lessons from the Twentieth Century*, Londres, The Bodley Head, 2017, 130 p.

5. Mascha Gessen, *Surviving Autocracy*, New York, Riverhead Books, 2020, 288 p.

6. Christopher Achen et Larry Bartels, *Democracy for Realists: Why Elections Do Not Produce Responsive Government*, Princeton, Princeton University Press, « Princeton Studies in Political Behavior », 2017, 408 p.

7. Yasha Mounk, *The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Cambridge, Harvard University Press, 2018, 390 p.

8. Jason Stanley, *How Fascism Works: The Politics of Us and Them*, New York, Random House, 2020, 155 p.

électorat minoritaire (les propriétaires blancs de l'époque) et comme protection d'un système où l'absence de représentativité continue de priver le pays d'avancées politiques et sociétales parfois soutenues par la majorité de l'électorat<sup>9</sup>. Ainsi, au moment où Barack Obama prononçait son message du 9 novembre 2016, le parti démocrate venait de remporter un plus grand nombre de votes pour la sixième fois lors des sept dernières élections présidentielles. Néanmoins, en raison du système des grands électeurs, Donald Trump fut, comme George W. Bush avant lui en 2000, déclaré président avec moins de votes que son adversaire. Cette nouvelle victoire d'un candidat républicain dans ces circonstances – la deuxième en moins de vingt ans – venait mettre en lumière un des avantages structurels dont dispose ce parti dans le système politique du pays. Pour exemple, Donald Trump aurait très bien pu, lors de l'élection présidentielle de 2020 et avec le système électoral actuel, remporter l'élection au travers du collège des grands électeurs avec seulement 257 000 votes supplémentaires répartis entre les États de la Pennsylvanie et du Michigan – alors même que Joe Biden a remporté le vote populaire avec plus de 7 millions de votes de plus que son adversaire<sup>10</sup>. Ce scénario, rendu possible par le poids attribué à des États ruraux peu peuplés (comme le Wyoming par exemple) se retrouve structurellement dupliqué dans le déséquilibre du partage des sièges du Sénat où, après les élections de 2020, les cinquante sénateurs démocrates représentaient environ 185 millions d'Américains là où les cinquante sénateurs républicains n'en représentaient seulement que 143 millions<sup>11</sup>.

L'exercice du pouvoir et la possibilité du parti majoritaire de légiférer dans cette chambre se trouve par ailleurs confrontés à un obstacle supplémentaire avec le pouvoir d'obstruction (*filibuster*) détenu par le parti minoritaire. Cette tradition politique, qui permit aux *Southern Democrats* de bloquer des projets de lois progressistes lors de la période des droits civiques, prévoit que les projets de loi déposés ne peuvent être adoptés qu'avec une majorité qualifiée de soixante sénateurs sur

---

9. Danielle Allen, *Our Declaration: A Reading of the Declaration of Independence in Defense of Equality*, New York, W.W. Norton, 2014, 321 p.

10. Perry Bacon Jr., « Why Republicans Don't Fear An Electoral Backlash For Opposing Really Popular Parts Of Biden's Agenda », 538, 2 mars 2021, disponible sur Internet : <https://fivethirtyeight.com/features/why-republicans-dont-fear-an-electoral-backlash-for-opposing-really-popular-parts-of-bidens-agenda/>

11. Ian Millhiser, « America's anti-democratic Senate, in one number: 41,549,808 », *Vox*, 6 janvier 2021, disponible sur Internet : <https://www.vox.com/2021/1/6/22215728/senate-anti-democratic-one-number-raphael-warnock-jon-ossoff-georgia-runoffs>

cent (au lieu d'une majorité simple). Si l'idée initiale de cette règle parlementaire était d'encourager le dialogue et la recherche de compromis pour parvenir à des coalitions bipartisanes, le *filibuster* s'est récemment converti en un frein systématique au bon fonctionnement du Sénat, offrant à la minorité un pouvoir de blocage que celle-ci n'hésite plus à manier. Sous l'égide du chef de file de l'opposition républicaine au Sénat, Mitch McConnell, le *filibuster* est désormais appréhendé comme une arme politique de taille qui permet, en évacuant d'emblée toute possibilité de collaboration bipartite dans la mise en place de mesures politiques, même celles soutenues par la majorité de l'électorat (démocrate et républicain), d'écorner l'image politique du parti au pouvoir (rendu impuissant à faire avancer son agenda), tout en alimentant le socle anti-establishment du parti républicain. Cette pratique affaiblit néanmoins le processus législatif du pays tout en renforçant l'avantage structurel des républicains qu'annulerait un système plus représentatif.

Cet avantage structurel trouve une illustration édifiante dans les travaux récents de David Daley sur le charcutage électoral (*gerrymandering*) dont il explique qu'il permet au parti républicain d'être majoritaire dans des assemblées locales au pouvoir législatif décisif, sans majorité électorale<sup>12</sup>. Pouvoir qui, par le passage de lois limitant le poids électoral de certains groupes (principalement issus de l'électorat noir et hispanique) avec le soutien indulgent d'une Cour suprême à la majorité conservatrice, met en danger les principes démocratiques établis par Platon reposant sur l'égalité des droits et sur un exercice du pouvoir exercé au nom de tous et pour tous<sup>13</sup>.

À la lumière de ces éléments, il ne nous semble donc pas excessif d'affirmer qu'en 2016, au moment où Trump prend la direction du pays, les États-Unis sont graduellement devenus un système contre-majoritaire (*counter majoritarian*)<sup>14</sup> à bien des égards, dont le mode de fonctionnement attribue un pouvoir et une influence politiques

---

12. David Daley, *Ratf\*\*ked: Why Your Vote Doesn't Count*, New York, Liveright Publishing, 2016, 323 p.

13. Par exemple, lors de l'élection de 2012, avec 1,4 million de votes de plus, le parti démocrate obtint trente-trois sièges de moins que le parti républicain dans la Chambre des représentants.

14. Le politologue Yuval Levin, directeur de recherche pour l'American Enterprise Institute, un *think tank* conservateur, estime toutefois que ce système contre-majoritaire et d'apparence antidémocratique correspond à une conception de la politique visant délibérément à ne pas fonctionner sur un modèle purement majoritaire, qui se prête mal, selon lui, à l'exception américaine et à la manière dont la constitution a été rédigée, avec comme but de stabilité de ne pas attribuer un pouvoir trop important au parti

disproportionnés à un électorat blanc conservateur (quand bien même des travaux récents montrent que la population américaine devient de plus en plus progressiste et diverse sur le plan ethnique<sup>15</sup>).

À ce propos, il est important de garder à l'esprit que la démocratie américaine s'est construite sur des textes de loi explicitement racistes comme l'ont souligné Joel Olson et Cristina Beltrán dans, respectivement, *The Abolition of White Democracy* et *Cruelty as Citizenship: How Migrant Suffering Sustains White Democracy*<sup>16</sup>. Des lois destinées à asseoir le pouvoir d'une partie blanche de la population au détriment des autres groupes en maintenant ses intérêts et privilèges à travers un régime politique semblable à ce que le sociologue Pierre L. Van der Bergher appelle une démocratie *Herrenvolk* : une démocratie conçue par et pour une race dominante et oppressive pour les groupes subordonnés. Comme le rappelle Beltrán, des lois comme les *slave codes*, les *black codes*, le *Chinese Exclusion Act*, *Jim Crow* et *Juan Crow*, les camps d'internement japonais, ou sous la présidence Trump, l'enfermement de familles de migrants à la frontière avec le Mexique, trahissent l'influence récurrente du suprématisme blanc dans la politique américaine. Ces formes de discrimination sur le plan des droits civiques et de l'égalité juridique ont donné lieu à une sorte de « privilège de la blancheur », ancré dans le tissu démocratique et économique du pays. Celle-ci repose sur l'oppression des autres groupes, victime d'une violence raciale légitimée et d'une asymétrie dans leur pouvoir politique. De ce fait, et comme le notent le politiste Andrew Gelman et le statisticien Pierre-Antoine Kremp, un électeur blanc aux États-Unis a 16 % de poids électoral en plus qu'un Noir grâce au système des grands électeurs, et 28 % de plus qu'un Latino<sup>17</sup>.

En dépit de cet avantage, la présidence de Donald Trump fut particulièrement efficace dans son renforcement de l'idée de dépossession

---

majoritaire et en plaçant des protections pour le parti minoritaire, et ce dans un but d'encourager, structurellement, les démarche bipartisanes.

15. Pew Research Center, « Americans See Advantages and Challenges in Country's Growing », 8 mai 2019, disponible sur Internet : <https://www.pewresearch.org/social-trends/2019/05/08/americans-see-advantages-and-challenges-in-countrys-growing-racial-and-ethnic-diversity/>
16. Joel Olson, *The Abolition of White Democracy*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, 230 p. ; Cristina Beltran, *Cruelty as Citizenship: How Migrant Suffering Sustains White Democracy*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2020, 136 p.
17. Andrew Gelman et Pierre-Antoine Kremp, « The Electoral College magnifies the power of white voters », 22 novembre 2016, disponible sur Internet : <https://www.vox.com/the-big-idea/2016/11/22/13713148/electoral-college-democracy-race-white-voters/>

subie par ces Blancs, notamment les hommes sans diplômes de la classe moyenne et ouvrière blanche. Le verbe xénophobe de Trump, reprenant le poncif de « l'homme blanc en colère » qui avait conduit Ronald Reagan à la Maison-Blanche en faisant de la fin des mesures de promotion raciale (*affirmative action*) un argument fort de sa campagne, s'appuya sur un ressentiment dont l'historienne Sylvie Laurent explique comment il s'est fabriqué<sup>18</sup>. Ce ressentiment, exacerbé par les crispations causées par la présidence « post-raciale » d'Obama, participa à donner un souffle nouveau à l'impératif de restauration de l'ordre racial dans le pays. Ainsi, la rhétorique de Trump à l'encontre des immigrants illégaux et des Noirs qui auraient confisqué leurs emplois et seraient sur le point de les « grand remplacer » constitue donc la dernière manifestation d'un argument avancé à chaque période de crispation raciale dans l'histoire du pays et qui trouva un écho favorable auprès d'un électorat à la « conscience raciale blessée<sup>19</sup> ». Un sentiment que Trump et ses soutiens surent politiser habilement en vilipendant par exemple le projet 1619 ou le mouvement Black Lives Matter<sup>20</sup>. Les chants racistes des suprématistes blancs lors de la manifestation sanglante de Charlottesville, ou encore leur slogan « *White Lives Matter* », illustrent parfaitement l'état des relations raciales dans le pays au terme de la présidence Trump. Ces tensions renouvelées font d'ailleurs craindre à l'anthropologue Alexander Hinton qu'une violence à l'encontre des Noirs et des immigrés vienne se normaliser<sup>21</sup>, comme cela fut déjà le cas à plusieurs reprises dans l'histoire du pays ainsi qu'est venue le rappeler la signature récente, en 2022, de la première loi fédérale à interdire le lynchage, après presque deux-cents tentatives et un siècle de lutte pour la faire adopter.

---

18. Sylvie Laurent, *Pauvre petit Blanc*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2020, 318 p.

19. *Ibid.*, p. 136.

20. Le projet 1619, fondé par Nicole Hannah-Jones et hébergé par le *New York Times*, entend montrer l'influence durable sur la société américaine actuelle d'un racisme systémique hérité de l'esclavagisme. Le nom du projet fait référence à l'année où les premiers esclaves africains furent débarqués en Amérique. Le mouvement Black Lives Matter est créé en réaction aux violences policières ayant abouti au décès de plusieurs Afro-Américains, tués par des policiers blancs. Il s'est élargi pour dénoncer le racisme systémique qui caractériserait la police et le système judiciaire aux États-Unis.

21. Alexander L. Hinton, *It Can Happen Here: White Power and the Rising Threat of Genocide in the US*, New York, New York University Press, 2021, 304 p.

## Droite américaine et populisme

Nous l'avons dit, la discussion autour des difficultés posées par les systèmes non-représentatifs et contre-majoritaires des grands électeurs, du Sénat ou encore de celui de la nomination à vie des juges fédéraux<sup>22</sup>, des difficultés qui font que l'on en vient à qualifier les États-Unis de « démocratie illibérale<sup>23</sup> » n'est pas récente. Ni celle concernant le « populisme plutocrate » proposée par Donald Trump, lequel n'est que le prolongement de celui que proposèrent avant lui Nixon et Reagan<sup>24</sup>. Le discours droitier de Trump, son démantèlement de l'aide sociale sans l'aval et le soutien de la majorité de l'électorat du pays reflètent les pratiques récentes du parti républicain.

La candidature et la victoire du Donald Trump aux élections présidentielles de 2016 ont pu surprendre. Ce serait, cependant, une erreur d'affirmer qu'elles sont intervenues, toutes deux, par pur hasard ; sans rapport avec la situation politique, sociale ou économique de l'époque d'un côté et les ambitions d'une personnalité publique qui n'a jamais caché ses opinions, ses critiques vis-à-vis des affaires de la cité de l'autre. Certes, sa candidature n'a pas été prévue – et encore moins préparée – depuis des dizaines d'années, comme cela peut être le cas pour d'autres politiciens. Peut-être même n'avait-il pas l'intention de remporter la primaire républicaine face à des candidats plus chevronnés ou même l'élection présidentielle face à Hillary Clinton comme l'indique Michael Wolff dans son ouvrage *Fire & Fury*<sup>25</sup>. Peut-être son objectif était-il simplement de bénéficier de la publicité aux États-Unis et à l'étranger qu'une telle candidature lui aurait apporté, à lui et son entourage. Il n'en reste pas moins que sa candidature et sa manière de faire campagne sont allées dans la direction des dynamiques et des évolutions de la politique américaine de ces dernières décennies sur lesquelles nous nous proposons de revenir brièvement.

Tout d'abord, la propension de Donald Trump à toujours transformer un débat, une discussion, une réponse en termes personnels, nous semble être dans la continuité de la logique exprimée par Newt

---

22. Joshua P. Zoffer et David Singh Grewal, « The Counter-Majoritarian Difficulty of a Minoritarian Judiciary », *California Law Review*, vol. 11, 2020, p. 437-462.

23. Yascha Mounk, *The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, *op. cit.*

24. Jacob Hacker S. et Paul Pierson, *Let them Eat Tweets: How the Right Rules in an Age of Extreme Inequality*, New York, Liveright Publishing, 2020, 273 p.

25. Michael Wolff, *Fire and Fury*, New York, Macmillan, 2018, 336 p.

Gingrich dès la fin des années 1970. L'ancien représentant de Géorgie déplorait alors que l'on n'apprenne pas aux représentants républicains à « être méchant », à « mener une guerre pour le pouvoir<sup>26</sup> ». Lorsqu'il était président de la Chambre des représentants, il n'hésitait pas à diaboliser l'opposition démocrate, à l'attaquer de manière incessante, à encourager l'utilisation de surnoms accrocheurs mais méprisants et des qualificatifs outranciers. L'objectif de Gingrich était de transformer la manière de faire la politique, mais surtout la manière dont elle était pensée, souhaitant que chaque débat devienne une bataille dans la guerre pour conquérir l'Amérique. À ce titre, Trump n'a rien inventé, même s'il s'est montré ici particulièrement habile. Dans *L'Art d'avoir toujours raison*, Arthur Schopenhauer désignait en ultime stratagème de sa dialectique éristique le fait d'être « personnel, insultant et malpoli<sup>27</sup> », ce dont on peut reconnaître à Trump la maîtrise. Au fil de son parcours, chacun de ses opposants était affublé par réflexe d'un surnom, chacun était réduit à un trait physique, une manière d'être. À l'époque candidat, Trump était même allé jusqu'à imiter et se moquer d'un journaliste handicapé. Cet aspect représente une caractéristique de sa personnalité ou de la figure publique qu'il s'est forgée, directe et critique du politiquement correct, qui sera elle-même utilisée comme un argument politique sur fond de populisme.

Comme le note le sociologue américain Ron Berger, cette tendance populiste se retrouvait déjà chez Newt Gingrich lorsqu'il avait en ligne de mire les coalitions préexistantes à Washington<sup>28</sup>. Alors qu'il participait activement à leur destruction progressive en coulisse – compliquant ainsi le travail du Congrès dans l'adoption des textes –, il critiquait publiquement l'institution pour son mauvais fonctionnement. Selon Norm Ornstein, il s'agissait là d'une stratégie de la part de Gingrich de construire un groupe d'outsiders républicains à la Chambre qui n'auraient pas peur d'invectiver le camp opposé et de se donner en spectacle devant les caméras<sup>29</sup>.

---

26. Discours de Newt Gingrich, 24 juin 1978.

27. Arthur Schopenhauer, *L'Art d'avoir toujours raison. Dialectique éristique*, Leipzig, Hades Éditions, 1864, 2015 (rééd.).

28. Ronald J. Berger, « Extended Commentary: The Devolution of Conservatism: From Edmund Burke to Donald Trump », *International Social Science Review*, vol. 97, n° 2, juin 2021.

29. McKay Coppins, « The Man Who Broke Politics », *The Atlantic*, novembre 2018, disponible sur Internet : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2018/11/newt-gingrich-says-youre-welcome/570832/>



Par populisme nous entendons, à la suite de Pierre-André Taguieff et de Guy Hermet, un style rhétorique où « l'action relève de la magie politique<sup>30</sup> » et qui fait appel à une « temporalité antipolitique d'une réponse prétendue instantanée<sup>31</sup> ». L'appel à la sagesse populaire, la critique de l'establishment et du *statu quo* sont, ainsi, plus des conséquences de ce style que ce qui le définit. Évidemment, les critiques populistes n'ont pas attendu les années 1980 et Gingrich pour se manifester aux États-Unis. Les historiens les font généralement remonter au XIX<sup>e</sup> siècle et la présidence d'Andrew Jackson<sup>32</sup>. Elles ont pu servir au sein des deux partis américains à appuyer leurs arguments. Cependant, le témoignage de Karl Rove recueilli par Tim Alberta nous fournit une indication sur la nouvelle dynamique du populisme républicain : « Nous sommes passés de la valorisation de personnes qualifiées avec de l'expérience à celle de personnes capables de lancer des bombes et faire exploser les choses. Donald Trump en a été l'expression finale, mais Sarah Palin en était les prémices<sup>33</sup>. » L'affirmation peut, cependant, être généralisée à la période Gingrich et à sa stratégie même si Sarah Palin<sup>34</sup> a, effectivement, utilisé toutes les gammes de la critique populiste.

Dans les faits, ce qui semble caractériser le parti de l'éléphant depuis plusieurs dizaines d'années est donc cet aspect antipolitique : sa tendance au refus du compromis et à la destruction des coalitions, au rejet de la politique habituelle (*politics as usual*), et à la simplification à l'extrême des enjeux et solutions politiques.

Les propositions populistes laissent entrevoir un avenir simple voir simpliste, des solutions aux résultats rapides et tangibles. Du « *drill baby drill!* », scandé par Sarah Palin pour encourager le forage pétrolier,

---

30. Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris, Flammarion, 2007, p. 286.

31. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique, 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2001, p. 50.

32. Michael Kazin, *The Populist Persuasion: An American History*, Ithaca, Cornell University Press, 1995 ; John B. Allcock, « "Populism": A Brief Biography », *Sociology*, vol. 5, n° 3, septembre 1971 ; Pierre Mélandri, « La rhétorique populiste aux États-Unis », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007.

33. Trad. de l'auteur : « We went from wanting people who were experienced and qualified to wanting people who would throw bombs and blow things up. The ultimate expression of that was Donald Trump, but Sarah Palin was the early warning bell. »

34. Sarah Palin a été gouverneure de l'Alaska de 2006 à 2009. Elle a acquis une notoriété nationale à l'été 2008 après être devenue la colistière de John McCain à l'élection présidentielle.

au « grand mur magnifique » (*big, beautiful wall*) à la frontière avec le Mexique évoqué par Trump, les solutions ignorent précisément ce qui pose problème : la transition vers des énergies renouvelables d'un côté, l'efficacité de la mesure de l'autre. Cette rhétorique trouve sa force également dans ce qu'elle sous-entend, dans son pouvoir d'insinuation. En effet, puisque ces solutions sont proposées sous toute leur simplicité, toute leur évidence, cela implique nécessairement qu'une personne qui y serait opposée manquerait de « bon sens » ou aurait des intérêts privés en conflit avec « l'intérêt général » – la délégitimant par la même occasion, elle, en plus de ses opinions.

Ce recours aux termes excessivement vagues de « bon sens » ou d'« intérêt général » conduit ainsi à une critique d'une corruption généralisée au sein des élites, décrites comme unifiées. Ici aussi le lien entre Palin et Trump se fait relativement naturellement. Les accusations de « *fake news* » de Donald Trump sonnent comme l'écho – certes amplifié – de l'expression « *lame stream media*<sup>35</sup> » martelée par Palin à la fin des années 2000. Trump opère, cependant, une étape supplémentaire. Il ne fait pas qu'insinuer, il affirme. Lorsqu'il déclare que les médias sont « l'ennemi du peuple » (*enemy of the people*), cela n'a pas seulement pour effet de décrédibiliser une critique, mais remet également en cause l'un des principes fondamentaux des régimes démocratiques qu'est la liberté de la presse.

Le parallèle entre Palin et Trump peut être poursuivi avec les critiques populistes envers Washington et ses institutions. Durant la campagne présidentielle de 2016, Donald Trump utilisait la rengaine indiquant sa volonté de débarrasser la capitale des représentants corrompus au travers de la formule « *drain the swamp*<sup>36</sup> ». Quelques années auparavant, c'était également la ligne directrice de Palin lorsqu'elle était la colistière de John McCain. Dans son discours à la convention républicaine en septembre 2008, la gouverneure d'Alaska soulignait ne pas faire partie de « l'establishment politique permanent » et que cela la disqualifiait aux yeux des commentateurs mais que son objectif était, en dépit des critiques, de servir les Américains et en définitive de les protéger d'un État trop envahissant, arrogant et

---

35. L'expression est un jeu de mot, transformant le terme de *mainstream media* (« médias traditionnels » en français) en y rajoutant le terme *lame*, qui peut être traduit comme « nul », « bidon », « foireux ».

36. Littéralement : « assécher le marais ».

de représentants qui collectionnent les scandales<sup>37</sup>. Ici aussi donc, la forme est légèrement différente mais les thématiques sont les mêmes.

Enfin, Donald Trump semble avoir poursuivi la logique xénophobe parfois bien au-delà des insinuations. Le mandat de Barack Obama a vu émerger le Tea Party, mouvement uni autour d'un rejet féroce des politiques du natif d'Hawaï, mais surtout de sa personne. Le mouvement avait entretenu le développement de sentiments nativistes, remettant en cause l'identité du président américain en mettant en doute le fait qu'il soit né aux États-Unis et exigeant la publication de son certificat de naissance. Auparavant, Obama avait été accusé d'être « secrètement musulman<sup>38</sup> ». Le deuxième prénom de Barack Obama, Hussein, était également devenu un élément suspicieux pour certains membres du mouvement. À cette époque, Donald Trump avait d'ailleurs activement participé à entretenir le mythe nativiste. Dès 2011, il affirmait dans un entretien à la chaîne NBC que Barack Obama n'avait « pas de certificat de naissance ou qu'en tout cas, il ne l'a jamais montré<sup>39</sup> », poursuivant ses insinuations régulièrement et malgré la publication plus tard du certificat de naissance en question. En cela, cette période politique américaine a été caractérisée par des tensions autour de la thématique, elle aussi populiste, du combat de « vrais Américains » (*real Americans*) représentés par le mouvement pour « reprendre possession du pays<sup>40</sup> » des mains d'individus qui étaient en train de le détruire ; ligne directrice qui prendra la forme du « *Make America Great Again* » durant la campagne de Donald Trump, c'est-à-dire rendre sa grandeur à un pays sur le déclin dont les coupables au sein de la classe politique ont été précédemment évoqués. Cependant, ici aussi Trump va plus loin que le simple sous-entendu, déclarant en 2015 que les immigrants illégaux étaient composés de « criminels » et de « violeurs » qui cherchaient à envahir le pays<sup>41</sup>. En tout état de cause, au moment du lancement de la campagne présidentielle de Donald Trump, une partie des militants conservateurs étaient, pour ainsi dire, habitués à cette rhétorique populiste et agressive ainsi qu'aux thématiques d'immigration, de corruption et de déclin que Trump mobilisera face à Hillary Clinton.

---

37. Discours de Sarah Palin durant la conférence « *Road to Majority* » organisée par la Faith and Freedom Coalition, 15 juin 2013.

38. Martin A. Parlett, *Demonizing a President: The "Foreignization" of Barack Obama*, Santa Barbara, Praeger, 2014.

39. Interview de Donald Trump à NBC, 7 avril 2011.

40. Selon le slogan « *Take our Country Back* ».

41. Discours du lancement officiel de la campagne de Donald Trump en juin 2015.

Malgré les dynamiques que nous avons mises en lumière, Donald Trump n'a jamais bénéficié, durant les primaires républicaines, du même soutien auprès des cadres du parti de l'éléphant que celui dont il jouissait auprès du public conservateur. Cela peut sembler logique durant la période des primaires lorsque l'on évoque des noms comme Marco Rubio ou Ted Cruz<sup>42</sup> avec qui il était en compétition. Mais après même avoir remporté la primaire républicaine, des voix s'élevaient encore pour critiquer le candidat, ses propositions, sa manière de faire de la politique et les réactions en cascade à sa nomination se faisaient connaître dans la presse. En août 2016, cinquante anciens membres des administrations républicaines précédentes avaient co-signé une lettre qualifiant Trump d'individu « dangereux » qui serait, s'il gagnait l'élection, le président le plus « imprudent et irréfléchi » (*reckless*) de l'histoire des États-Unis<sup>43</sup>.

En mai 2016, le président de la Chambre, Paul Ryan, exprimait encore une résistance certaine à l'idée d'une candidature Trump pour les élections présidentielles et ne souhaitait pas lui apporter son soutien « pour le moment ». Quelques semaines plus tard, il semblait pourtant avoir adopté une position plus modérée à l'égard de l'investiture de Donald Trump en tant que candidat du parti républicain en soulignant qu'il y avait entre eux de nombreux points de divergences mais surtout de nombreux points communs qui donnaient l'opportunité d'unifier le parti<sup>44</sup>. De ses discussions avec Trump, il retenait également que l'élection n'était pas tant un choix entre deux personnes, qu'entre deux visions pour l'Amérique ; qu'il était primordial de créer un lien fort entre la Chambre et le président pour mener à bien les réformes et que donc l'élection était l'occasion parfaite pour réunifier le parti après les divisions liées à la primaire ; et enfin, que la liste des candidats potentiels pour une nomination à la Cour suprême établie par Trump était « très encourageante<sup>45</sup> ». C'est une logique sensiblement similaire à

---

42. Marco Rubio, sénateur de Floride, et Ted Cruz, sénateur du Texas, étaient alors perçus comme faisant parti des favoris pour la nomination du parti républicain à l'élection présidentielle.

43. David E. Sanger et Maggie Haberman, « 50 G.O.P. Officials Warn Donald Trump Would Put Nation's Security "at Risk" », *New York Times*, 8 août 2016, disponible sur Internet : <https://www.nytimes.com/2016/08/09/us/politics/national-security-gop-donald-trump.html>

44. Paul Ryan, « Donald Trump can help make reality of bold House policy agenda », *Gazettextra*, 2 juin 2016, disponible sur Internet : [http://www.gazettextra.com/20160602/paul\\_ryan\\_donald\\_trump\\_can\\_help\\_make\\_reality\\_of\\_bold\\_house\\_policy\\_agenda](http://www.gazettextra.com/20160602/paul_ryan_donald_trump_can_help_make_reality_of_bold_house_policy_agenda)

45. *Ibid.*

celle de Ryan que nous pouvions retrouver derrière le soutien de Mitch McConnell pour qui une victoire démocrate aurait signifié « un troisième mandat pour Barack Obama<sup>46</sup> ». De plus, le chef de la majorité républicaine au Sénat prévoyait un changement de comportement et de points de vue chez Donald Trump. Dans une interview donnée à la chaîne CNBC en juin 2016, McConnell affirmait que Trump n'allait ni changer le programme républicain ni les opinions du parti républicain : « [Il est] beaucoup plus probable que nous le changions, lui, parce qu'en tant que président il devra faire avec le centre-droit, qui est là où la plupart d'entre nous nous situons<sup>47</sup>. » Tout en critiquant le côté impulsif de Trump et souhaitant une approche plus réfléchie, McConnell soutenait, enfin, que « la Constitution et les traditions de ce pays [les] contraignent tous de certaines des pulsions que nous souhaiterions poursuivre<sup>48</sup> » – affirmation dont cet ouvrage entend montrer les limites.

### **Invalidier une élection ?**

L'image parfois véhiculée d'une présidence singulière dont les tendances autoritaires seraient propres à la personnalité de Donald Trump, et indépendantes de l'évolution récente du parti républicain, doit être explicitement rejetée. Les révélations qui s'accumulent quant aux efforts du camp Trump visant à invalider les résultats de l'élection présidentielle de 2020 pour le maintenir au pouvoir attestent de la complicité de nombreux élus républicains. Plus encore, même après l'attaque du 6 janvier contre le Congrès fédéral, 147 d'entre eux (représentants et sénateurs) ont persisté dans leur refus de reconnaître la légitimité de l'élection de Joe Biden, votant contre la certification des résultats des États clés de l'Arizona et de la Pennsylvanie. Du côté de la Chambre des représentants, 138 des 209 élus républicains présents, soit les deux tiers de la délégation républicaine, se sont opposés à la certification des résultats issus de Pennsylvanie.

En parallèle, de nombreuses initiatives ont vu le jour au niveau des États fédérés pour donner au parti républicain un avantage électoral plus important encore – si ce n'est même pour lui permettre

---

46. Discours de Mitch McConnell à la Convention républicaine, juillet 2016.

47. Interview de Mitch McConnell à CNBC, 1<sup>er</sup> juin 2016, disponible sur Internet : <https://www.cnb.com/2016/06/01/trump-wont-change-the-gop-well-change-him-sen-mitch-mcconnell.html>

48. *Ibid.*

d'invalider ou de neutraliser une possible future défaite électorale. Ainsi, dans l'État du Wisconsin, un mois à peine après la victoire par les urnes du parti démocrate lors des élections de mi-mandat de 2018, qui conduisirent à la réélection de la sénatrice Tammy Baldwin et à l'élection d'un gouverneur démocrate (Tony Evers) pour la première fois depuis presque dix ans, l'assemblée de l'État – sous contrôle républicain – priva ce dernier de plusieurs de pouvoirs clés, dont celui de nomination, et raccourcit la période de vote anticipé qui avait favorisé la nette victoire (avec 54 % des votes) de leurs adversaires démocrates. Elle ne put le faire que grâce à un *gerrymandering* chirurgical qui permit aux républicains, en dépit de leur défaite dans les urnes, de conserver les deux tiers des sièges de l'assemblée. De même, directement après la défaite de Trump à l'élection de 2020, quatorze États avec des majorités républicaines votèrent des lois rendant l'accès aux urnes et le vote plus difficiles tandis qu'une soixantaine de projets de loi semblables furent introduits dans un total de dix-huit États<sup>49</sup>. L'on assiste également à des tentatives de reprises en main partisane des instances locales chargées de l'organisation des élections et de la validation de leurs résultats – comme cela fut par exemple le cas dans l'État de Géorgie avec le passage de la *Georgia Senate Bill 202*, qui renforce les prérogatives du bureau (sous contrôle républicain) en charge des élections de l'État.

Cette tendance, au moment où des États comme celui de New York faisaient le choix inverse de faciliter l'exercice du droit de vote (en le rendant par exemple aux individus condamnés pour certains types de délits) marque la détermination du parti républicain de faire usage de chaque levier juridique à sa disposition pour se protéger de futurs revers électoraux, à défaut de pouvoir retenir un électorat fluide. La théorie complotiste selon laquelle l'élection de 2020 aurait été entachée de fraudes massives sans lesquelles Donald Trump serait ressorti largement vainqueur sert bien sûr de prétexte ponctuel à ces initiatives qui s'inscrivent en réalité dans une stratégie au long cours – tout autant qu'elles rappellent que l'exercice du droit de vote est un objet récurrent des luttes politiques depuis la création des États-Unis<sup>50</sup>. Peut-être la réaction républicaine à la défaite électorale de Donald Trump marque-t-elle néanmoins un durcissement de ces tendances. La transition

---

49. Selon les chiffres du rapport « *Voting Law Roundup: December 2021* » du Brennan Center for Justice, disponible sur <https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/voting-laws-roundup-december-2021/>

50. Ari Berman, *Give Us the Ballot: The Modern Struggle for Voting Rights in America*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2016, 384 p.

d'une longue tradition de restrictions de l'accès aux votes (comme les *poll taxes*, les *literacy tests* ou la *grandfather clause*) à la mise en place d'un arsenal juridique visant à remettre en question les résultats d'une élection et à transférer à des autorités (partisanes) locales des fonctions généralement attribuées à des commissions bipartisanes, bouscule clairement les normes démocratiques du pays.

Cette évolution a d'ailleurs conduit une centaine d'universitaires spécialistes des questions de démocratie aux États-Unis à publier, en juin 2021, une lettre commune (*Statement of Concern*) dans laquelle ils et elles expriment leurs inquiétudes face au risque représenté par les modifications apportées aux procédures électorales dans les États gouvernés par des majorités républicaines, dont les initiatives discutées plus haut ne remplissent plus selon eux les conditions exigées pour garantir des élections libres et justes<sup>51</sup>. Cette prise de position par des universitaires de tout bord politique, assez rare pour être soulignée, témoigne du glissement vers un système antidémocratique qui, en plus d'institutions qui, nous l'avons dit, ne furent pas conçues pour refléter la volonté du peuple, se caractériserait par la possibilité de contester légalement et d'invalider le résultat des urnes. Cette entreprise de nullification des votes, contrecoup de la volonté explicite de Donald Trump de conserver le pouvoir par tous les moyens, constitue un développement inquiétant vers ce que Steven Levitsky et Lucan A. Way appellent un *competitive authoritarianism*<sup>52</sup> : une sorte de système politique hybride régi par une gouvernance autoritariste maintenant des élections dans un contexte délibérément asymétrique.

Si comme le soulignait le juriste Tim Wu en 2020, ce furent des individus et quelques pare-feux bien plus que le système constitutionnel des *checks and balances* qui permirent d'empêcher le projet de Trump d'invalider les élections de 2020<sup>53</sup>, qu'advierait-il si une nouvelle tentative de remettre en cause le résultat d'une élection perdue survenait

---

51. « *Statement of Concern* », disponible sur Internet : <https://www.newamerica.org/political-reform/statements/statement-of-concern/>

52. Ces auteurs emploient également les expressions « *semidemocracy*, « *virtual democracy* », « *pseudodemocracy*, « *illiberal democracy* », « *semi-authoritarianism* », « *soft authoritarianism* », et « *electoral authoritarianism* », in Steven Levitsky et Lucan A. Way, « *The Rise of Competitive Authoritarianism* », *Journal of Democracy*, vol. 13, n° 2, avril 2002, p. 51-65.

53. Tim Wu, « *What Really Saved the Republic from Trump* », *New York Times*, 10 décembre 2020, disponible sur Internet : <https://www.nytimes.com/2020/12/10/opinion/trump-constitution-norms.html/>

dans des circonstances politiques plus favorables et un contrôle du Congrès par les républicains ?

## **Présentation de l'ouvrage**

Cet ouvrage entend s'interroger sur la nature et l'ampleur des transformations de la politique et de la société américaines sous la présidence Trump. Il ne vise pas à revenir sur les conditions et les explications de la victoire de Donald Trump en 2016, pas plus qu'il ne propose une discussion de son programme politique et des réformes qu'il a entreprises. Son ambition principale est plutôt de tenter de saisir les effets de son mandat sur la démocratie américaine elle-même, entendue au sens large en tant que système de gouvernement et communauté politique. Au cœur de l'ouvrage se trouve ainsi un double questionnement : sur ce que Donald Trump a pu faire aux institutions démocratiques américaines ; et sur ce qu'il a pu susciter et provoquer au sein de la société américaine.

L'ouvrage poursuit ces deux axes de recherche en parallèle. D'un côté, il dresse un constat de la manière dont Donald Trump a participé à l'affaiblissement d'une série de normes et institutions qui sous-tendent la démocratie américaine, poursuivant ainsi, nous l'avons dit, un processus plus ancien de détricotage des acquis démocratiques aux États-Unis. Certes, l'on ne saurait minimiser le rôle d'un président décrivant les médias comme des « ennemis du peuple » et refusant de reconnaître les résultats de l'élection présidentielle – au point d'être le premier président en plus de cent cinquante ans à ne pas être présent pour la passation de pouvoir avec son successeur. Pour autant, ce n'est pas lui qui intronise la rhétorique de l'ennemi, plutôt que de l'adversaire, pour décrire son opposition politique ; de même que ce n'est pas lui qui inaugure les attaques contre le droit de vote, les restrictions à l'exercice de ce droit s'étant multipliées avant même son entrée en politique. Autrement dit, il convient probablement de se détacher des outrances et du narcissisme du personnage et d'essayer de trouver un entre-deux dans l'analyse de sa présidence, entre d'une part la reconnaissance des spécificités de son exercice du pouvoir et, d'autre part, celle d'une tendance plus large à l'effritement des normes et institutions démocratiques. Tout l'enjeu, dès lors, sera d'évaluer à quel point sa présidence, entretenue par une conviction de pouvoir absolu qui s'est, à de multiples occasions, retrouvée entravée par des institutions



démocratiques désorientées a marqué un changement de degré ou de nature dans le rapport de la droite américaine à la démocratie.

D'un autre côté, il s'agira de réfléchir aux répercussions, directes et indirectes, de sa présidence pour et au sein d'une société déjà profondément divisée avant même son élection. Donald Trump, en dépit de sa volonté affichée de représenter le peuple américain dans son ensemble, n'a jamais donné l'impression de vouloir être le président de tous les Américains, privilégiant au contraire le fait de jouer sur, voire d'attiser, les divisions pour consolider et mobiliser sa base électorale. Bien sûr, les tensions internes à la société américaine prédatent largement son élection ; pour autant, il a fait le choix de les instrumentaliser plutôt que de tenter de les résorber, et sa présidence doit être évaluée en fonction de ses effets sur la cohésion de la *polity* américaine. Par ailleurs, sa présidence a été caractérisée, presque en retour, par une série de mobilisations collectives, souvent fondées sur une certaine définition de l'identité et du rapport à l'autre : qu'il s'agisse des mobilisations autour des inégalités raciales, des violences policières, de la cause des femmes, de la liberté de culte, ou encore de la dénonciation des mesures anti-covid et de l'adhésion à différentes théories du complot (Q-Anon). Il conviendra de porter une attention particulière sur les liens entre la présidence Trump et le regain de complotisme et les transformations des mouvances d'extrême-droite, requinquées jusqu'à occuper le Capitole, cœur de la démocratie américaine le 6 janvier 2021.

L'ouvrage se déploie en quatre parties qui, tantôt se concentrent plutôt sur l'une de ces deux dimensions, tantôt les croisent. Il aborde ainsi successivement les thèmes de la compétition partisane, du mouvement conservateur sous Trump, des rapports entre l'administration Trump et les forces armées et la communauté du renseignement, puis des divisions et mobilisations qui parcourent la société américaine.

La première partie de l'ouvrage réunit trois contributions appréhendant la thématique de la compétition partisane au travers de trois prismes complémentaires. Tout d'abord, Éric Rouby s'intéresse à la relation des partis à leur opposition politique en démocratie. Il rappelle que le fonctionnement démocratique suppose l'existence de certaines règles du jeu (écrites comme non écrites) dont l'acceptation par les forces politiques en présence les conduit traditionnellement à se percevoir comme des « adversaires » plutôt que comme des « ennemis ». Toutefois, l'auteur montre que, porté entre autres par la rhétorique trumpienne, l'on assiste à un basculement progressif de

cette perception de l'autre aux États-Unis, de plus en plus perçue (et décrit) comme un « ennemi » à combattre sans concession, plutôt que comme un « adversaire » avec lequel des compromis peuvent éventuellement être trouvés. Éric Rouby entreprend alors de souligner les répercussions de cette évolution, notamment en termes d'exacerbation des tensions et d'affaiblissement des normes démocratiques implicites.

La deuxième contribution de cette première partie prend la forme d'un entretien réalisé par Aurore Portet avec Sean Theriault, professeur à l'université du Texas à Austin et auteur de l'un des ouvrages de référence sur la polarisation partisane aux États-Unis<sup>54</sup>. Cet entretien est l'occasion de revenir sur ce phénomène majeur de la vie politique américaine. Sean Theriault l'illustre tout d'abord en prenant le cas symbolique des relations interpersonnelles entre membres du Congrès issus de bords opposés : alors qu'il existait auparavant des amitiés se nouant entre élus démocrates et républicains, celles-ci se font de plus en plus rares et l'on observe même une tendance à l'éloignement physique entre les élus des deux camps, évoluant désormais de plus en plus dans des sphères différentes. L'entretien aborde ensuite la question des répercussions de cette polarisation croissante pour le fonctionnement des institutions fédérales, dans un contexte où l'obstruction parlementaire devient quasi-systématique. Enfin, Sean Theriault et Aurore Portet montrent bien que la présidence Trump n'a pas induit de rupture sur le plan de la polarisation, mais s'est inscrite dans la continuité d'une dynamique engagée depuis les années 1990 au moins, et marquée par les contributions de Newt Gingrich, de John Boehner, du mouvement Tea Party et de Mitch McConnell.

Enfin, la thématique de la compétition partisane est abordée au prisme de la compétition électorale dans un article signé par Olivier Richomme. L'auteur souligne que l'exercice du droit de vote est devenu un enjeu de lutte partisane aux États-Unis, avant tout sous l'impulsion d'un parti républicain qui cherche à gagner un avantage électoral en s'attaquant à la participation de certains segments de la population. Olivier Richomme rappelle que les restrictions au droit de vote se sont multipliées avant même l'élection de Donald Trump, et offre un panorama des principales mesures adoptées en ce sens. Il revient ensuite sur deux épisodes marquants de la présidence Trump sur ce thème : d'une part la mise sur pied d'une commission

---

54. Sean Theriault, *Party Polarization in Congress*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

présidentielle pour l'intégrité électorale dont l'objectif était en réalité d'apporter des éléments de légitimation à de nouvelles restriction du droit de vote ; d'autre part l'instrumentalisation de la Poste fédérale pour nuire au vote par correspondance (perçu comme favorisant les démocrates). L'article se termine en évoquant la nouvelle volée de mesures restrictives au droit de vote adoptées par plusieurs États républicains en réaction à la défaite de Donald Trump.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée au mouvement conservateur et à ses évolutions sous la présidence Trump. Tout d'abord, en se fondant sur une série d'études de terrain analysant des mobilisations conservatrices à l'échelle locale, Agnès Trouillet cherche à rendre compte du devenir du mouvement Tea Party, phénomène politique de la fin des années 2000, dont la radicalité préfigure et prépare l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Cette contribution éclaire ainsi tant l'héritage que le devenir du « mouvement conservateur des années 2000 », étudiant tour à tour son ancrage idéologique dans la pensée américaine, son impact sur le paysage politique états-unien, et sa transformation et son action à l'ère Trump. Au travers de la retranscription de ses échanges avec des activistes et sympathisants locaux, Agnès Trouillet parvient à saisir les craintes et les rancœurs d'une frange de la population et du conservatisme américains.

Dans la contribution suivante, Marion Douzou s'attache à révéler les liens entre la présidence Trump et trois tendances historiques du conservatisme moderne. L'auteure s'intéresse tout d'abord à la longue tradition de refus du compromis et de dénonciation des élites comme corrompues au sein de la droite américaine. Elle évoque ensuite la récurrence de la thématique de la fraude électorale dans les discours conservateurs. Elle montre enfin que même l'occupation du Capitole peut être interprétée comme une simple perpétuation d'un imaginaire insurrectionniste aux racines anciennes au sein du conservatisme américain.

La deuxième partie de l'ouvrage se conclue par une contribution à quatre mains, de Maxime Chervaux et d'Aurore Portet, consacrée au mouvement *Stop the Steal* (littéralement : « Arrêtez le vol »), qui s'est constitué autour du rejet des résultats de l'élection présidentielle de novembre 2020, et dont les actions ont atteint leur paroxysme le 6 janvier 2021 lors de l'attaque du Capitole, au moment où le Congrès fédéral procédait à la certification des résultats de l'élection. Les deux auteurs proposent un retour sur les événements de ce jour inédit, où une foule de manifestants a réussi à pénétrer par la force à l'intérieur

du parlement fédéral américain pour réclamer le maintien au pouvoir d'un président pourtant défait dans les urnes. Maxime Chervaux et Aurore Portet dévoilent, via un travail de cartographie des assaillants, un mouvement hétérogène et peu organisé, tout acquis à la cause de Donald Trump. Ils s'intéressent ensuite à ce que révèlent de ce mouvement tous les symboles observés chez les manifestants déambulant dans les couloirs du Capitole. Enfin, les deux auteurs reviennent, étape par étape, sur la constitution et la mise en action de ce mouvement social en contexte pandémique.

La troisième partie de l'ouvrage s'intéresse à la transgression d'une autre norme au cœur des démocraties modernes : celle de l'indépendance des forces armées et des agences de renseignement. Il est aujourd'hui traditionnel pour ces acteurs clés de l'appareil sécuritaire de l'État de se tenir à l'écart des rivalités de politique interne et d'affirmer leur caractère non-partisan. Donald Trump a battu en brèche cette posture, cherchant à faire des militaires des alliés politiques, et s'attaquant par ailleurs à la communauté du renseignement, accusée de déloyauté et devant faire, selon l'ancien président, l'objet d'une reprise en main (partisane). La première contribution de cette troisième partie, signée Jean-Loup Samaan, revient sur l'érosion de la norme civilo-militaire aux États-Unis. L'auteur montre que la présidence Trump a été traversée par un double phénomène de politisation de l'institution militaire et de militarisation de la politique étrangère américaine. Cette tendance est attestée tant par la rhétorique employée par l'ancien président, par les nominations de militaires au sein de son équipe gouvernementale ainsi que par les mesures mises en place, qu'il s'agisse de la politique américaine dans la région indo-pacifique ou de la conduite des opérations militaires au Moyen-Orient. Pour autant, Jean-Loup Samaan récuse l'idée selon laquelle ce phénomène serait une anomalie ou une simple parenthèse dans l'histoire contemporaine des États-Unis. Au contraire, pour l'auteur, l'administration Trump reflète et exacerbe une tendance de fond dans le déséquilibre civilo-militaire qui est à l'œuvre depuis la fin de la Guerre froide et qui s'est plus particulièrement accélérée à la faveur de la « guerre contre la terreur » lancée en 2001. Cette érosion de la norme qui prévalait dans la relation civilo-militaire américaine s'inscrit donc dans le temps long et transcende l'échiquier politique, si bien que Donald Trump n'est ici que le symptôme des tensions au cœur des relations entre le pouvoir politique à Washington et son appareil de défense.

Adrien Schu s'intéresse ensuite au cas de la communauté du renseignement, dont la relation avec le président Trump fût pour le moins dégradée, si ce n'est conflictuelle. À l'origine de ces tensions, se trouve d'après l'auteur l'incapacité du président à faire la distinction entre sa personne et sa fonction, incapacité de laquelle découle une exigence de loyauté personnelle, et non pas institutionnelle, formulée auprès des agents sous ses ordres. L'auteur montre bien que cette exigence de loyauté se heurte tout autant à la déontologie professionnelle des membres de la communauté du renseignement (pour lesquels l'intégrité analytique ne peut pas être sacrifiée), qu'au bon exercice de différents mécanismes de contrôle de l'exécutif. Adrien Schu l'illustre concrètement en revenant d'une part sur les représailles engagées par Donald Trump contre plusieurs membres de la communauté du renseignement accusés de déloyauté, et en retraçant les tentatives de reprise en main partisane du poste de directeur du renseignement national, ayant conduit à une politisation inédite de cette fonction et à l'instrumentalisation de celle-ci à des fins électorales.

La dernière contribution de cette troisième partie, sous la plume de Gildas Le Voguer, revient sur l'une des affaires au cœur des tensions entre Donald Trump et la communauté du renseignement : celle des ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016, surnommée le « *Russiagate* ». Les révélations sur les actions menées par la Russie pour aider sa candidature ont été interprétées par Donald Trump comme une attaque contre la légitimité de sa présidence. Plus soucieux des répercussions pour sa personne que des enjeux en termes d'intégrité du processus démocratique, Donald Trump alla jusqu'à démentir publiquement ses propres agences de renseignement, assurant lors d'une conférence de presse à Helsinki faire davantage confiance à Vladimir Poutine. Gildas Le Voguer propose une plongée détaillée dans les méandres de cette affaire et de l'enquête menée parallèlement par les agences de renseignement et la commission sénatoriale en charge du renseignement. Cette contribution permet au passage de revenir sur une autre menace pour la démocratie américaine : celle de la manipulation de l'information par des puissances étrangères.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage se penche sur la manière dont la présidence Trump, en cimentant des divisions tenaces dans la société américaine, a engendré des transformations profondes dont l'on commence seulement à saisir l'ampleur. Dans « La liberté religieuse aux États-Unis sous l'ère Trump : continuité ou rupture ? », Nawal Issaoui examine la trajectoire jurisprudentielle des États-Unis

vers un conservatisme assumé qui refléterait les priorités politiques de la frange la plus conservatrice du parti républicain. Elle s'y interroge notamment sur l'héritage de la présidence de Donald Trump en matière de conception politique et juridique de la liberté religieuse et entrevoit dans la configuration actuelle de la plus haute autorité du système judiciaire nord-américain, un retour en arrière sur certains droits acquis quelques décennies plus tôt grâce à cette même Cour. Son article, alors que la Cour suprême a récemment révoqué l'arrêt *Roe v. Wade*<sup>55</sup>, révèle à quel point la présidence Trump semble avoir influé sur la jurisprudence sur des questions telles que le droit à l'avortement, le mariage des homosexuels ou encore sur la liberté religieuse. Sur ce dernier sujet, l'auteure démontre d'ailleurs qu'au travers des décrets réaffirmant le soutien de son administration au principe du libre exercice religieux, des interventions du ministère de la justice dans les litiges liés au premier amendement, ou encore des nominations de trois juges conservateurs à la Cour suprême, les mesures politiques mises en place par le président Trump reflètent une conception « maximaliste » de la liberté religieuse en faveur des groupes chrétiens et de leurs valeurs.

Damien Simoneau dans « *Don't California My Arizona. Mobilisations et polarisations partisans autour de l'immigration* » étudie, quant à lui, le statut particulier de l'État de l'Arizona, traditionnel bastion républicain qui a basculé côté démocrate lors des élections fédérales en 2020, ce qui en fait désormais un *swing state* susceptible d'alterner à chaque cycle électoral. Selon lui, cet État du sud-ouest serait un microcosme de la division de l'Amérique contemporaine à l'heure d'un trumpisme caractérisé par une polarisation partisane forte autour de la question migratoire et s'appuyant sur les clivages ethniques propres à l'électorat états-unien. S'appuyant sur ce constat, Damien Simoneau examine la manière dont cette polarisation des partis politiques sur la question migratoire s'explique également par leur articulation avec des mouvements issus de la société civile.

David Bertrand vient clore cette quatrième et dernière partie avec un article intitulé « Étudier les mobilisations féministes à travers le concept de vague : une fenêtre sur les dynamiques communes ayant favorisé l'élection de Donald Trump et le renouveau des féminismes ». En débutant son analyse avec la nomination d'Amy Coney Barrett à la Cour suprême pour remplacer la très progressiste Ruth Bader

---

55. Arrêt de la Cour suprême de 1973 légalisant l'avortement.

Ginsberg, il analyse comment ce choix est venu parachever la stratégie du parti républicain de faire basculer durablement la Cour du côté des conservateurs et asseoir ainsi certaines des dynamiques qui configurent l'espace de la cause des femmes aux États-Unis. L'auteur y explique notamment dans quelle mesure le mandat de Donald Trump, marqué par un intérêt inédit de la presse pour la cause des femmes, permettrait de dévoiler les dynamiques qui ont sous-tendu l'évolution de l'espace de la cause des femmes et, plus largement, de la politique américaine.